

COURRIER du PSU

Mensuel du P.S.U.
Rédaction : 9 rue Borromée - 75015 PARIS
Directeur de la Publication : V. COMPARAT
Imprimerie Syros

Nouvelle Série N°33
Septembre 1981
CPPAP 35989
Prix : 2 francs

*Ce Courrier du PSU contient les textes préparatoires au **Conseil National Extraordinaire des 26 et 27 septembre** consacré au problème de l'attitude du PSU à l'égard du gouvernement, ce problème incluant la question d'une éventuelle participation au gouvernement. (Décision de la Direction Politique des 4 et 5 juillet).*

Le Courrier comprend, d'une part, les deux motions sur lesquelles auront à voter les sections pour mandater leurs délégués aux Conseils fédéraux, puis au Conseil national.

*Ce sont les deux textes intitulés : «**Pour un soutien critique**» et «**Pour une dynamique unitaire et autogestionnaire**». D'autre part, sont publiées, dans l'ordre d'arrivée, toutes les contributions au débat qui sont parvenues à la date du 26 août.*

Un certain nombre de textes parvenus sans titre ont été titrés par la rédaction pour la clarté de la présentation.

Le Conseil National se tiendra :

*à l'AGECA - 277 rue de Charonne - 75011 PARIS
(l'horaire sera précisé dans un prochain numéro de TS Hebdo)*

Note : Quelques textes qui nous sont parvenus en juillet, avant la décision de tenir le Conseil National Extraordinaire figurent également dans ce Courrier.

Pour un soutien critique

Dans la nouvelle situation politique, quelques traits apparaissent essentiels pour déterminer l'attitude du PSU à l'égard du gouvernement.

2, Les victoires électorales du 10 mai et du 21 juin ont dégagé une nouvelle majorité populaire à laquelle le PSU appartient. Son appartenance n'est pas celle du rattachement à un vague «camp populaire» qui se serait borné à la lutte contre la droite. Elle a été scellée par un appel clair à voter pour François Mitterrand le 10 mai et pour les candidats de gauche placés en tête le 21 juin. Le PSU a donc choisi *politiquement* son camp, celui de la majorité présidentielle et de la majorité de gauche.

Et le choix, fait hier, pour battre la droite, est encore plus nécessaire aujourd'hui alors qu'il s'agit d'impulser des changements politiques significatifs. Car la majorité populaire issue des récentes élections constitue, pour la période présente, la seule force susceptible d'imposer ces changements.

2. Les victoires électorales ont été perçues par les travailleurs comme leur victoire. Elles ont suscité un très grand espoir dans de larges couches de la population. Espoir de sortir de la crise, du chômage et de l'inflation, espoir aussi de changements positifs dans une série de domaines où avait particulièrement sévi le pouvoir de la droite: droits et libertés, justice, information, abus de l'Etat et du centralisme, etc.

Aussi le changement intervenu ne se limite-t-il pas à un simple renversement de majorité électorale: la formation d'une nouvelle majorité populaire est à la fois un phénomène social et politique dépassant largement les enjeux d'un scrutin.

3. En même temps, cette nouvelle majorité populaire est à la fois socialement hétérogène et traversée par des stratégies politiques très diverses.

Sur le plan politique, l'hégémonie du P.S. s'est affirmée dans le cadre de la victoire de l'ensemble de la gauche. Cette hégémonie n'est pas remise en cause par l'entrée des ministres communistes au gouvernement. Les nouveaux rapports de force au sein de la gauche sont marqués par un affaiblissement considérable du PC (un quart de son électorat, la moitié de ses députés), un laminage de l'extrême gauche aux législatives, un relatif affaiblissement du PSU et des écologistes.

4, Les premiers actes du gouvernement sont de nature à satisfaire un certain nombre d'aspirations populaires. Les premières mesures prises - ou annoncées -, l'arrêt de Plogoff et des expropriations du Larzac, les libérations de certains prisonniers politiques, l'arrêt des expulsions d'immigrés, la suppression de la Cour de Sécurité de l'Etat et des TPFA, l'abrogation des lois Peyrefitte et anti casseurs - les réformes promises dans le domaine économique et social - nationalisations, réduction du temps de travail, retraite à 60 ans, 5e semaine de congés payés, etc... dans le domaine de la justice, de l'information, la décentralisation, etc, autant de réalisations ou de promesses qui suscitent l'adhésion et la confiance de nombreux travailleurs et qui marquent une indiscutable avancée à gauche.

5. Cependant il faut noter un certain nombre d'ombres au tableau. Au plan économique, même si à la différence des autres gouvernements occidentaux et en particulier des Etats Unis, le gouvernement français marque sa volonté de résoudre prioritairement la question de l'emploi, nul ne sait quand et comment seront réellement réduits le chômage et l'inflation.

Quelles mesures sont prises pour lutter contre le sabotage des investissements, contre la résistance patronale à des réductions sérieuses de la durée du travail? Comment les prix seront-ils contrôlés? Que fera-t-on des nationalisations? Que deviennent les comités d'atelier? Et dans les autres entreprises? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas tenu ses promesses en ce qui concerne le nucléaire civil? le vote des travailleurs immigrés? la durée du service militaire? Pourquoi une telle résistance à l'épuration dans la police et dans l'armée? Quelques questions parmi bien d'autres.

6. Sur des points essentiels ils y a divergence entre nos positions et celles du gouvernement. Sur le plan économique, nos propositions visent à agir prioritairement sur le temps de travail afin d'agir en profondeur sur son organisation, seul moyen de résoudre à terme le problème de l'emploi. Parallèlement, nous proposons une redéfinition de la politique de développement appuyée sur l'abandon du nucléaire et sur la mise en œuvre d'un choix énergétique alternatif. Telle n'est pas l'orientation prise. En ce qui concerne la politique extérieure et la défense, le PSU lutte pour le non-alignement, la dénucléarisation de l'Europe, le refus, dans les faits, de la course aux armements et la définition de nouveaux rapports avec le Tiers-Monde. Le développement de la force de frappe, l'acceptation des fusées Pershing et Cruise en Europe, le refus de reconnaître les droits d'association dans les casernes, sont autant de désaccords fondamentaux avec la politique gouvernementale. Enfin, au plan institutionnel, nous luttons pour l'abrogation de la Constitution gaulliste et l'instauration de pouvoirs réellement populaires à tous les niveaux de la société.

7. Compte tenu de ces éléments, la position du PSU à l'égard de l'actuel gouvernement doit être celle du soutien critique.

Soutien pour deux raisons essentielles.

1) Ce pouvoir, nous avons contribué à le mettre en place contre la droite et nous devons l'aider à résister victorieusement à la contre-offensive que la droite et le patronat ne manqueront pas de développer contre lui. Sa défaite serait notre défaite, celle de l'ensemble du mouvement ouvrier et pour longtemps.

2) Soutien parce que, porteur des espoirs populaires, ce gouvernement a commencé à y répondre et doit recevoir l'appui de tous ceux qui veulent qu'il tienne toutes ses promesses. Notre attitude sera donc de soutien, dans les associations et organisations où nous militons, dans l'action sur le terrain par des initiatives unitaires aidant à mobiliser l'opinion; soutien aussi par des contributions, des propositions dans tous les organismes où s'élaborent les changements projetés.

Mais soutien *critique* parce que, sur bien des points les projets sont insuffisants, comportent de sérieux risques d'échec ou ne s'orientent pas vers un véritable changement de société.

Soutien critique aussi parce que la majorité populaire ne saurait se développer autour d'une stratégie unique imposée à l'ensemble du mouvement. Les forces politiques et sociales susceptibles de contribuer à un tel rassemblement sont obligatoirement et utilement plurielles; la lutte que nous menons à ce sujet depuis plusieurs années trouve dans le contexte actuel une nouvelle nécessité.

L'attitude de soutien critique est la seule qui face à l'hégémonie du PS permet de conserver un regard lucide sur l'expérience en cours, de discerner les dangers, de rallier ceux qui voudront contribuer aux corrections nécessaires.

8. L'orientation ainsi défendue ne résoud pas pour autant tous les choix tactiques auxquels le parti doit faire face.

La participation à un gouvernement issu d'une victoire de la gauche à laquelle nous avons contribué est tout à fait concevable. Elle est même souhaitable dans la mesure où nous serions assurés d'y jouer un rôle efficace, en faveur des idées et des orientations que nous défendons. Elle est actuellement inopportune dans la mesure où sans relais suffisants dans les institutions et dans l'avancée du mouvement social, contraints à une solidarité sans faille et tous terrains, nous ne pourrions exercer qu'un soutien sans critique.

Le soutien critique du PSU se développe donc aujourd'hui à l'extérieur du présent gouvernement. Ce qui ne signifie pas pour autant que cette action soit elle-même extérieure à l'application, et dans certains cas, à l'élaboration de nouvelles orientations. La participation de militants au PSU à des cabinets ministériels, leur insertion dans des commissions de travail comme la prise en charge de missions liées à l'activité gouvernementale font partie intégrante de la mise en œuvre d'une orientation critique.

Mais la situation peut évoluer assez rapidement. Le mouvement social peut être amené à exercer une pression contre les résistances patronales et pour une plus grande cohérence dans les changements nécessaires.

Si les conditions sont créées pour aller plus avant dans le sens d'un changement de société ou s'il s'agit de s'opposer au danger renaissant de la droite ou des deux à la fois, le PSU doit être prêt à revendiquer toute sa place au sein des institutions gouvernementales.

G. Akoun (BP 75), J.M. Antoine (94), J. Arnol (BP 75), J. Arthuys (CS 91), Y Barrou (75), T. Billet (SF 80), H. Bouchardeau (BP 75), J. Brunschwig (DP 75), D. Boissard (75), J.P. Charton (DP 42), C. Caroz (91), C. Cimerman (BP75), S. Depaquit (BP 75), S. Goueffic (94), M. Gresset (75), R. Goury (08), J. Laik (DP 91), D. Lambert (DP 75), B. Laude (SF 25), M.P. Lauret (DP 78), V. Leduc (BP 75), J.P. Le Fèvre (SF 75), G. Lapez (SF 66), G. Lopez (SF 66), M. Louis (95), J.P. Maïplat (RP 75), M. Mercier (57), R. Picq (DP 58), G. Pringot (95), B. Ravenel (BP 75), G. Requilé (92), A. Riedacker (DP 54), A. Rosse (BP 75), J.P. Robert (92), B. Rochebrune (DP 41), P. Thomé (69), B. Verdier (Midi Pyrénées).

*Les signatures sont à adresser à : Jean Pierre MALPLA T - P.S. U. 9, rue Borromée -
75015 PARIS Tél. 566.45.37*

Pour une dynamique unitaire et autogestionnaire

Le Conseil National de septembre constitue une échéance essentielle pour le PSU. Les débats menés dans le parti depuis plusieurs mois ont fait apparaître des choix substantiellement différents entre lesquels il faudra trancher. Notre première démarche avait été de souhaiter une large diversité de contributions au débat à charge pour le Conseil National de dégager les convergences assurant une majorité politique dans le parti sur la question de nos rapports avec la gauche au pouvoir. Les camarades de la majorité du BP ont souhaité un texte d'orientation complet, c'est leur droit. Afin d'éviter que le débat s'engage entre des propositions fortement structurées et ce qui peut apparaître comme une flQraison de contributions d'individus, sensibilités ou fédérations, nous proposons une démarche en deux temps:

- 1.- Face au texte de compromis élaboré par les deux «courants» (Leduc-Bouchardeau, la majorité du BP), nous proposerons un canevas de texte d'orientation dont nous souhaitons la prise en considération par les militants du parti.
- 2.- Conscients que les positions que nous défendons seront par ailleurs exprimées dans de nombreux textes de régions ou fédérations, nous ferons en sorte au cours du Conseil qu'un large regroupement s'effectue sur ces bases.

En effet, cautionner le texte de la majorité du BP qui recouvre des divergences exprimées et manifestes qui ont paralysé son fonctionnement et conduit à des prises de position individuelles ne ferait que prolonger la crise de confiance à l'intérieur du parti. Nous n'avons plus le temps de reporter les choix politiques indispensables à l'action et à la vie du PSU.

1. La situation politique et le gouvernement

100 jours se sont écoulés depuis la victoire de la Gauche. Trop peu pour une caractérisation définitive de la politique suivie, suffisamment cependant pour en dégager les tendances majeures. Les faits sont têtus. 4 mois après la victoire de Mitterrand les tendances présentes après le 10 mai se sont trouvées confirmées:- l'absence de mouvements sur le terrain social

- l'autolimitation des revendications des organisations de masse. Sur le plan politique le PS a réussi à imposer pour le moment le cadre stratégique qu'il a choisi en particulier
- la centralisation du débat politique autour du gouvernement et du parlement sans faire appel aux initiatives populaires dans et en dehors des entreprises.

Des premières actions du gouvernement se dégagent deux tendances:

- des larges conquêtes démocratiques qui sont pour l'essentiel le rattrapage du retard accumulé à travers l'état fort gaulliste et le giscardisme (peine de mort, Cour de Sûreté de l'Etat, lois Bonnet, Stoléru, Peyrefitte) ainsi que des acquis positifs comme l'amnistie syndicale.

- Des hésitations apparues dans des domaines essentiels comme le nucléaire, la durée du

travail, le développement économique, la lutte contre le chômage et l'inflation, la politique internationale et de défense.

Lors des campagnes électorales, Mitterrand et le PS se sont clairement situés dans la perspective de l'alternance, il n'est donc pas surprenant que les hésitations du gouvernement se manifestent à propos des questions clefs d'une politique de rupture avec le capitalisme.

2. Quelles démarches vis à vis du pouvoir?

Le PSU a fait le choix clair de participer à la victoire de Mitterrand et des partis de gauche. La notion de majorité populaire ne constitue donc pas pour nous un épouvantail, encore faut-il s'entendre sur les termes. Si une solidarité profonde nous unit aux autres forces populaires contre la droite aux élections, contre la bourgeoisie chaque fois qu'il s'agira de gagner ensemble de nouveaux droits, qu'on ne compte pas sur nous pour confondre une majorité populaire appuyée sur l'action collective des travailleurs *qui reste à construire* et une majorité institutionnelle réduite à sa dimension de soutien à la politique définie et appliquée par F. Mitterrand et le PS.

Notre refus de participer dans les conditions présentes au gouvernement Mauroy est indépendant des réticences du PS à notre égard. Il s'appuie d'abord:

1. Sur une conception de l'unité populaire à l'opposé des accords de solidarité de gestion et de paix sociale imposés par le PS à ses partenaires.

2. Sur un bilan des orientations gouvernementales telles qu'elles se manifestent à l'heure actuelle. Quelles serait par exemple la situation des ministres PSU amenés à cautionner par leur silence la politique nucléaire diplomatique ou militaire du pouvoir socialiste. Pournous, conformément aux textes de base du parti, la participation à un gouvernement de gauche reste subordonnée au développement du mouvement social, au contenu de la plate forme gouvernementale. Notre non-participation au gouvernement n'implique pas une attitude de «spectateurs» face à l'évolution de la situation sociale et politique. Les propositions du Parti dans divers domaines nous conduiront à soutenir, tenter d'infléchir, combattre tel ou tel aspect de la politique socialiste. Cette démarche devra nous conduire à chaque échéance - et elles seront dans un premier temps principalement institutionnelles - à apporter nos propositions publiquement et à tous les niveaux où se débattera la politique de la gauche, commissions consultatives, missions d'information, à trois conditions:

1. Des mandats de travail précis, appuyés en particulier sur les propositions des commissions du parti.

2. Contrôle effectif et collectif, des instances de direction du parti. . 3. Une indépendance complète par rapport à des choix de gestion qui ne seraient pas les nôtres.

Mais restons conscients que nos propositions pèseront le plus efficacement dans le débat à partir du moment où elles traduiront les aspirations largement et consciemment présentes sur le terrain social.

3. Quelles initiatives dans les prochains mois

Un certain nombre de débats essentiels pour l'évolution de la situation vont se dérouler avant la fin de l'année. Ils nécessitent une réflexion et des propositions portant à la fois sur les objectifs et les moyens de les traduire dans les faits. Une réflexion sur la stratégie des luttes est indispensable même si l'absence d'initiatives sur le terrain social ne la rend

pas opérationnelle à court terme, la Conférence Entreprises d'octobre devrait être un lieu essentiel d'élaboration dans ce domaine. Deux millions de chômeurs avant la fin de l'année; les choix énergétiques de la gauche, la politique suivie pour réduire le temps de travail pèseront. de manière décisive sur l'évolution de l'emploi: .

1. Le débat nucléaire: moratoire avec ouverture d'un large débat contradictoire non limité au parlement. Recherche d'un front anti-nudéaire large avec des syndicalistes et des collectifs anti-nucléaires. Nécessité pour le PSU de dépasser, il a commencé à le faire, une attitude défensive en liant notre opposition au nucléaire à des propositions pour l'emploi (projet alternatif).
2. Réduction du temps de travail. Les 35 heures vers les 30 heures, pas d'heures supplémentaires. Proposition à étayée économiquement (cf Alternatives économiques) et à développer globalement comme lors des négociations de branches.
3. Nationalisations: des propositions solides à propos du contrôle des travailleurs sur les nationalisations et les problèmes d'indemnisation existent (programme «Vivre Produire et Travailler autrement»). Le débat sur ces thèmes nécessitera une intervention de notre part dès le début de l'automne.

. Conclusion

Le réalisme consiste-t-il à accepter l'installation social démocrate au gouvernement et dans la société en nous contentant de temps en temps d'évoquer ce qu'il serait possible de faire un peu plus sans remettre en cause l'ordre dominant. Faut-il être réalistes et abandonner toute utopie.

Signataires: J.C. Berges (06), J.J. BOISLAROUSSI (DP-,75). Boucher (élu-61), M. Boutonnet (BF-54), V. Cartairade (BP-75), G. Clouet (DP-61), M. Dubat (57), J. Forchandre (SF-52), A. Friedman (DP-13), A.M.Gerbault (93), G. Granier, (BP-92), Y. Laforge (BF-61), C. Le Forestier (J4), J.P. Lemaire {92}, T. Martin (BF-93), J. Mazeau (38), P. MetrffJ (75), J.C. Montaigu (élu-93), J.F. Pellissier (13), J.D. Peyneau (93), D. Pothin (69), P. Ricordeau (SF-50), M. Rival (94), R. Rival (BP-94), J. Segura (DP-06), R. Schulbaum (BP-52), J.1. Ughetto (78). .

Les signatures et contributions à ce texte sont à envoyer à Thierry Martin: PSU 93 - Le Temps de Lire, 65 avenue de la République - 93160 Aubervilliers. Téléphone: mardi de 18 h 30 à 20 h : 352.36.00.

Contributions de référence :

- Dans TS Hebdo n°894 :

- . Un appui critique par Joël Ker.
- . Non pas avec eux par René Schulbaum.
- . Deux ou trois choses par J.J .Boislaroussie et M.F. Pirot.
- . Rose au fusil non merci, par V. Cartairade.

- Dans le présent Courrier du PSU:

- . Mode d'emploi de J.J.Boislaroussie et M.F. Pirot .Quand Solidarsnosc de V. Cartairade
- . La différence de R. Schulbaum, J. Forchandre... .Soutenir et au besoin combattre de G. Granier Ainsi que toutes contributions des sections, fédés ou région allant dans le même

sens.



Sommaire

Pour un soutien critique	p. 1
Pour une dynamique unitaire et autogestionnaire	p. 3
Contribution de militants des Yvelines	p. 5
La section de Périgueux au Bureau Politique du PSU	p. 5
Pour un programme du PSU, un vrai	p. 5
Texte de réflexion du PSU-Bretagne	p. 6
Perspectives après les élections : tenir pour demain	p. 8
Motion de la Fédération des Bouches du Rhone ...	p. 9
J'ai remis ma pendule à l'heure	p. 10
Contribution à l'évolution du PSU	p. 11
Travailler, produire, vivre autrement	p. 12
C'est l'heure ! Il est encore temps !	p. 14
Le PSU est-il un parti politique ?	p. 14
Sans tabous, ni complexes, le PSU force motrice du changement autogestionnaire	p. 15
L'accentuation de la lutte des classes	p. 18
Notre modeste pierre à l'expérience	p. 18
Ce qui ne peut plus durer au PSU	p. 19
Rupture avec le système en place	p. 20
Faut-il entrer dans l'actuel gouvernement ?	p. 21
Le débat à ouvrir	p. 22
Mode d'emploi	p. 22
La démarche de soutien critique	p. 23
Quand «Solidarnosc»	p. 25
Renforcer le PSU	p. 26
Nous avons mieux à faire...	p. 27
Participation critique	p. 28
«Le blé peut lever, ici et ailleurs, si on le veut, si on le veut vraiment»	p. 29
S'interroger tous, sur l'essentiel	p. 30
Avoir les idées claires	p. 30
La différence	p. 31
Prenons position clairement	p. 33
Soutenir et si besoin combattre	p. 33
Gouvernement et autogestion	p. 35
Participation : pourquoi, comment, quand	p. 37
Il faut choisir	p. 37
Saurons-nous nous changer pour changer vraiment	p. 39
Pour une démarche unitaire, autonome et autogestionnaire	p. 40
Des bonnes idées... mais plus de rigueur serait nécessaire	p. 41